

Frédéric Douzet
27 novembre 2005

Violences urbaines : et si l'expérience américaine pouvait nous aider à comprendre ?

Frédéric Douzet, est Maître de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise, chercheuse à l'Institut Français de Géopolitique et chercheuse invitée Fulbright à UC Berkeley.

Cette année encore, à l'approche d'Halloween, les « anges de la nuit » étaient de sortie à Détroit, Michigan. Ils étaient plus de 50 000. Patrouilles civiles venues en renfort de forces de police en panne de moyens, les anges protègent leur quartier contre les pyromanes qui tous les ans, pendant les trois nuits précédant Halloween, brûlent les voitures et les maisons abandonnées, parfois aussi les magasins voire des logements occupés.

La tradition de « Devil's night » appelle à la destruction de la ville par feu. Elle remonterait à 1967, après les émeutes déclenchées par un raid de la police dans un bar de la communauté noire qui a mal tourné : 5 jours d'émeutes, 43 morts, près de 1200 blessés, 7000 arrestations, 1400 bâtiments incendiés et plus de \$45 millions de dégâts. Et l'incident n'était pas isolé au cours de ce long été si chaud de 1967 où des dizaines de ghettos se sont enflammés. Pendant trois ans, les quartiers américains, tour à tour, ont flambé, contraignant le gouvernement à mettre en place un arsenal législatif exceptionnel pour tenter enfin de forcer la déségrégation de la société américaine. Au terme de nombreuses nuits d'émeute, les habitants des ghettos américains avaient finalement été entendus. Et si l'on relit les conclusions du rapport de la commission Kerner, chargée d'étudier les désordres civils en 1968, on ne peut qu'être frappé par la similitude de certaines circonstances, causes et frustrations avec celles de ces dernières semaines en France. Pour nombre d'Américains, ce qui se passe dans nos banlieues a un air de « déjà vu, *all over again...* ».

Harlem (New York) en 1964, Watts (Los Angeles) en 1965 ou Newark en 1967, le sentiment de frustration est le même au sein de la communauté noire. Dix ans après le début du mouvement pour les droits civiques lancé par Rosa Parks, la déségrégation légale est amorcée mais n'a pas débouché sur le rattrapage des inégalités ni l'amélioration des conditions de vie dans les ghettos américains. La prospérité insolente de la classe moyenne des toutes nouvelles banlieues américaines masque les taux impressionnants de chômage, de pauvreté, de logements vétustes, d'échec scolaire et même d'incarcération des populations noires des ghettos. La commission Kerner recommande de sortir de toute urgence de la logique répressive et d'investir massivement dans la guerre contre la pauvreté initiée par le Président Johnson dans son programme de Grande Société.

L'administration fédérale débarque dès 1966 dans les villes où de vastes quartiers noirs cumulent tous les handicaps, dans le but d'éviter l'explosion. « Oakland ne brûlera pas » écrira même un agent fédéral à propos du berceau des *Black Panthers*. Les programmes de développement urbain se multiplient pour rénover et équiper les quartiers, éduquer, former et fournir des emplois aux minorités tout en les impliquant dans les processus de décision, une

façon aussi de forcer la déségrégation politique. Mais les résistances locales sont intenses, les moyens sont dilués entre les administrations et les villes à soutenir, de plus en plus nombreuses. Et surtout, les émeutes, les tensions, puis la déségrégation scolaire et politique contribuent à encourager le départ massif des populations blanches et aisées, bientôt suivies par les commerces et les entreprises, vers les banlieues, précipitant ainsi les villes dans des crises financières inextricables alors que par ailleurs, le nombre d'emplois dans le secteur industriel s'effondre. Dans le même temps, la discrimination positive commence à porter ses fruits, drainant la classe moyenne noire hors des ghettos. Ne restent alors que ceux qui n'ont pas le choix et qui seront progressivement rejoints par les immigrants récents les plus pauvres.

Les ghettos noirs sont désormais de plus en plus latinos mais les dynamiques restent les mêmes et les quartiers aussi sensibles. Les émeutes de Los Angeles en 1992 répondaient aux mêmes pulsions autodestructrices, aux mêmes relations tendues avec une police locale particulièrement raciste, avec cette fois une nouvelle dimension, multiculturelle. Les magasins asiatiques furent pris pour cible parce qu'ils symbolisaient le sentiment d'injustice et d'impuissance de populations en panne d'ascension sociale face à une immigration dynamique dont une partie évolue vers le rêve américain et l'autre s'assimile de la pire des façons, comme en témoigne la multiplication des gangs latinos et asiatiques aujourd'hui.

Depuis l'ère Reagan, le soutien politique à l'action en faveur de ces quartiers n'a cessé de décliner. A défaut de voter pour le Front national, les Américains votent avec leurs pieds, en partant s'installer dans des banlieues toujours plus lointaines, à l'abri des problèmes dont ils s'isolent physiquement et financièrement. Les Républicains ont fait porter la responsabilité de la pauvreté aux pauvres eux-mêmes en insistant sur leur absence de valeurs, sur leur culture « déviante » pour finalement désigner le grand coupable : les mères célibataires qui sont aujourd'hui sommées de retrouver le père de leur enfant, trouver un emploi en dépit de défaillances de système de garde d'enfants ou reprendre des études pour bénéficier d'une aide sociale limitée. Il ne s'agit pas de polygamie, mais le raisonnement est proche...

Alors certes, on peut se dire que la France n'a jamais connu la ségrégation raciale légale, que le degré d'homogénéité ethnique ou de violence de nos quartiers est sans commune mesure avec celle des ghettos américains (le taux d'homicide pour 100 000 habitants est quatre fois plus élevé aux Etats-Unis qu'en France), que les mesures prises outre-atlantique n'ont pas suffi à vaincre la ségrégation. On peut aussi se dire que la presse américaine a beau jeu de dramatiser les événements qui dans leurs colonnes prennent l'allure de guerre civile. Mais on peut aussi essayer de mettre de côté notre orgueil national et tenter de mieux comprendre, à la lumière de l'expérience américaine, ce qui se passe dans certaines de nos banlieues.

Dans une situation comme dans l'autre, le territoire est au cœur des problèmes d'intégration de populations que l'on appelle minorités d'un côté de l'Atlantique, immigrants ou « personnes issues de l'immigration » de l'autre. Et dans un cas comme dans l'autre, il s'agit en majorité de citoyens qui appartiennent de plein droit à la nation mais s'en sentent rejetés, exclus, parce qu'ils vivent sur des territoires qui concentrent les désavantages économiques et sociaux, qui font l'objet de représentations négatives qui minent leur développement et les stigmatisent, et qui se trouvent pris dans une spirale infernale où chaque problème vient renforcer les suivants dans une dynamique d'accentuation des inégalités spatiales. Comme aux Etats-Unis, il s'agit de dynamiques de ségrégation, un terme bien peu utilisé dans l'analyse de cette crise et qui pourtant exprime toute la réalité géopolitique qui sous-tend cette explosion de violence. Les processus de ségrégation ont pour effet d'accroître l'isolement des populations, de les couper des opportunités économiques, de favoriser le développement d'une identité, voire d'une

culture ou d'un langage propre, de nourrir la frustration et les ressentiments de populations qui se sentent délaissées, ignorées ou humiliées et peinent ainsi à se projeter de façon positive dans l'avenir ou à adhérer pleinement au projet de la nation. Ils freinent aussi l'assimilation linguistique et la mobilité sociale par la réussite scolaire en concentrant les handicaps sur des écoles qui ne sont pas équipées pour les surmonter. Symbole de la perpétuation des inégalités, elles ont d'ailleurs été prises pour cible par des jeunes pour lesquels elles sont avant tout source d'échec et d'humiliation.

La ségrégation a également pour effet de limiter l'interaction entre les différentes catégories de population, ce qui explique l'incompréhension grandissante entre ces groupes et la montée de l'intolérance. Une étude récemment menée en Californie par le Public Policy Institute of California montre ainsi que la tolérance « raciale » est plus grande dans les quartiers mixtes que dans les quartiers homogènes. Et lorsque la ségrégation prend une dimension clairement « ethnique » comme c'est de plus en plus le cas en France, elle fait du racisme et de la discrimination non plus une question individuelle mais un enjeu de société susceptible d'entraîner la montée du communautarisme. Contrairement aux Etats-Unis, la France ne dispose pas de moyens statistiques de mesurer cette dimension-là de la ségrégation. Les jeunes, en revanche, la subissent de plein fouet avec les conséquences que l'on connaît. Calquer les outils, les modèles ou les solutions américains sur la France serait une erreur. En revanche, laisser de côté nos préjugés pour voir ce que l'on peut apprendre des Etats-Unis permettrait peut-être d'éviter de tomber dans les mêmes écueils mais aussi de s'inspirer des initiatives novatrices américaines des acteurs de terrain qui n'ont pas toujours rencontré le soutien politique ou les moyens qu'elles méritent. Qu'il s'agisse de mesures destinées à apaiser les tensions entre la police et les communautés (police de proximité, comité civil de surveillance, rencontres-débats entre jeunes et policiers, formation aux relations interculturelles des policiers...), entre habitants d'un même quartier (formation à la résolution de conflits, médiation de quartier...), des initiatives visant à permettre un investissement des habitants dans leur environnement immédiat, une appropriation de leur quartier (participation civile à la réhabilitation des quartiers, décorations murales, action culturelle...), à aider des jeunes à se réconcilier avec leur identité et apprendre la tolérance culturelle, à reconstruire leur estime de soi et reprendre espoir dans l'avenir (programmes de role models, de connaissance des cultures et de l'histoire, voyages, expression artistique mais aussi exercices de simulation, aide à la recherche d'emploi...), elles sont autant de réponses à la frustration des habitants des quartiers de relégation et ont parfois permis d'éviter l'explosion., même si elles ne peuvent, à elles seules, suffire à lutter contre les dynamiques ségrégatives et ne permettront pas de faire l'économie de véritables politiques urbaines.

Des initiatives similaires existent dans nos quartiers et méritent d'être soutenues mais aussi enrichies d'autres expériences. Car étant donné le caractère extrêmement complexe, multidimensionnel et sensible des processus de ségrégation, il faudra une grande volonté politique mais aussi une bonne dose d'imagination pour être à la hauteur de notre idéal républicain.

Frédéric Douzet